

# Transports scolaires dans la balance

**LAON** Les élus axonais aimeraient avoir plus de certitudes à propos des transports scolaires.

**L**e 5 décembre, c'est la date retenue par le conseil départemental pour statuer sur la gestion des transports scolaires dans l'Aisne. Élus et agents du service transports de la collectivité attendent ce rendez-vous avec impatience, tant il y a d'incertitudes. Le président Nicolas Fricoteaux a annoncé, lundi, qu'une délégation sera prise par le Département entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 août 2017 pour gérer les transports scolaires. « *Au-delà, c'est la Région qui reprendra la délégation, mais le président Xavier Bertrand a indiqué que le transport restera gratuit dans les départements où il l'était.* »

Une affirmation qui demande encore confirmation. « *Tant que nous n'avons rien d'officiel, il faut être prudent et vigilant, car la Région n'a toujours pas donné sa vision des choses* », a précisé l'élue PC-Front de gauche, Jean-Luc Lanouilh.

## L'avenir de la gratuité des transports scolaires sera fragile

Le changement majeur qui pourrait intervenir porte sur la gratuité. Elle pourrait ne plus être automatique pour tous les élèves, à la suite de la reprise de la gestion des transports de leur territoire par les communautés d'agglomération. « *Si demain ces intercommunalités ne veulent plus de la gratuité, elles pourront le faire. Nous n'aurons plus aucune prise* », ajoute Jean-Luc Lanouilh. Nicolas Fricoteaux a confirmé que la gratuité des transports scolaires sur



Les élus ont demandé à la Région de fixer un cadre pour la RTA.

les territoires des communautés d'agglomération ne tenait plus qu'au bon vouloir des élus locaux. Une possibilité qui a fait dire à Michèle Fuselier (PS) que « *le président Xavier Bertrand joue au marchand de tapis sur la question des transports* ».

Un argument devenant un peu plus solide après la décision de demander une aide de presque 3 millions d'euros à la Région, pour ce qui touche au transport des lycéens. « *Elle existe dans le Nord et le Pas-de-Calais, le bon sens et le souci d'équité me font dire que nous y avons droit aussi* », a souligné Nicolas Fricoteaux qui a dû batailler face aux instances régionales, notamment l'exécutif des Hauts-de-France, pour faire accepter l'idée que l'Aisne pouvait prétendre à ces subsides. « *Je témoigne de la force avec laquelle le président Fricoteaux nous a défendus* », a ajouté Michel Pottelet (Divers gauche). Autre point où la Ré-

gion a été égratignée, celui du transfert de la RTA. Le président du conseil d'administration, Thomas Dudebout (LR), a regretté « *le grand flou qui entoure l'avenir de la régie, car la loi NOTRe ne prévoit pas la reprise d'une régie. Pour autant, elle compte 450 salariés et ils sont inquiets. Il est urgent que la Région puisse avoir un positionnement clair.* »

Toujours côté financement, le Département n'ayant plus la compétence transport dès septembre 2017, Annie Tujek, élue de Laon 1, a posé la question de la rémunération du personnel qui accompagne les enfants dans les bus. « *La Région ne reprendra certainement pas cette charge et nous ne pourrions plus le faire, puisque nous n'aurons plus la compétence* », a expliqué Nicolas Fricoteaux. S'il reste gratuit pour les élèves, le transport scolaire pourrait coûter à d'autres. ■ SAMUEL PARGNEAUX

# LANOUILH MONTE AU CRÉNEAU POUR COUCY

LAON Jean-Luc Lanouilh a exposé au Département, ses inquiétudes sur l'avenir de l'AMVCC.



L'Élu s'inquiète de l'avenir de l'AMVCC.

## L'ESSENTIEL

- **Depuis plus de 40 ans** l'association de mise en valeur du Château de Coucy oeuvre pour préserver les remparts et faire vivre les vestiges du château fort.
- **En 1990 les bénévoles** mettent sur pied chaque mois de juillet, un spectacle son et lumière au sein du château fort.
- **Après 26 ans** la fréquentation s'érode et le spectacle va déménager dans le parc Lhermitte.
- **L'association** connaît des difficultés financières et le Département reste l'un de ses plus gros financeur.

Ce n'est pas une nouveauté, dans le Chaunois et particulièrement à Coucy-le-Château, l'association de mise en valeur du Château de Coucy connaît des difficultés. Lundi lors de la session du conseil départemental, le conseiller départemental chaunois, Jean-Luc Lanouilh, n'a pas manqué de s'en inquiéter auprès du président Nicolas Fricoteaux. « C'est un peu la sonnette d'alarme que je tire aujourd'hui. J'ai

bien remarqué qu'une subvention de 25 000 euros venait de leur être attribuée, mais je suis inquiet sur leur avenir », a indiqué l'élu PC-Front de gauche. Il a notamment mis l'accent sur la nécessité de ne pas décourager les bénévoles de l'association. « Sachez, que le chantier de la porte de Laon repose en grande partie sur le bénévolat et sur l'action de l'association. C'est le partenaire numéro 1. Si cela venait à disparaître comment ferions-nous ? », a interrogé Jean-Luc Lanouilh.

« Nous avons répondu rapidement à leur demande de subvention exceptionnelle, nous sommes à leur écoute »

Nicolas Fricoteaux

Le transfert du spectacle Coucy la merveille de l'enceinte du château au parc Lhermitte a également été au centre des discussions. « Le cadre n'est plus le même, la capacité d'accueil non plus. Quel avenir pour le spectacle qui a connu une baisse

de fréquentation. Même si l'association a ses raisons, je trouve cela pré-occupant pour l'avenir. » Jean-Luc Lanouilh a aussi regretté, la fin de la manifestation de rue appelée les Automnales, faute d'une subvention suffisante.

Dans sa réponse, le président du Département, Nicolas Fricoteaux a renouvelé son soutien à l'association de Coucy. « Nous avons répondu rapidement à leur demande de subvention exceptionnelle de 25 000 euros. C'est une somme qui vient s'ajouter aux 31 500 euros que nous avons déjà votés pour la structure. Nous sommes à leur écoute. Pour ce qui est du changement de site, ce n'est pas de notre fait, mais bien le choix de l'association. Pour ce qui est de la porte de Laon, là aussi, nous sommes prêts à répondre présents. Je précise que le Département est resté au même niveau. D'ailleurs, nous étions disposés à les aider à acheter un engin élévateur pour faciliter leur travail. »

Sur le dossier des automnales, le président a ajouté que c'était la mairie qui portait ce projet. Que c'est elle qui a décidé de stopper la manifestation, faute de finances suffisantes. ■ SAMUEL PARONIEUX

# Picardie-Roissy : colère du CESER

C'est un plaidoyer en forme de coup de gueule... À l'avant-veille de la session plénière du Conseil régional des Hauts-de-France consacrée notamment au débat d'orientation budgétaire, le CESER, comité social, économique et environnemental (l'autre assemblée régionale, celle qui incarne la société civile) a adopté hier une motion exigeant le lancement du projet Picardie-Roissy dans les délais prévus à l'origine. Autrement dit une déclaration d'utilité publique en 2019, un lancement des travaux en 2020 et une ouverture en 2024. Récemment en effet, le secrétaire d'État aux transports a laissé planer le doute sur un possible renvoi à 2030 – échéance retenue par la commission mobilité 21 pour certains projets de LGV – avant de se dédire pour évoquer à nouveau 2024.

« Dans tous les cas, il importe aujourd'hui que ce projet soit lancé réelle-



Le projet mettrait Roissy et ses 100 000 emplois à portée de main de la Picardie.

ment, rappelait hier Laurent Degroote, président du CESER. L'État ne peut pas indéfiniment poursuivre dans ses attermolements. Il faut sortir

de ce schéma dans lequel chacun se renvoie la balle pour enclencher enfin le processus... »

Dans sa motion, le CESER rappelle par ailleurs qu'à ce jour, seuls 24 millions d'euros ont été inscrits aux contrats de plan État-Région (16 M€ pour la Picardie, 8 M€ pour l'Île-de-France) afin de financer des études d'avant-projet, sur un coût total de 340 millions d'euros.

« Or ce projet est essentiel, autant pour la mobilité des habitants de la région que pour l'économie régionale », indique le président du CESER qui rappelle que la SNCF avait évalué à 2,5 millions le nombre de déplacements sur cet axe en 2024. Avant de s'en désintéresser. Le CESER, avec son vote quasi unanime (152 pour, une abstention) a donc apporté son appui à la Région, qui fait actuellement le forcing auprès de l'État pour obtenir la relance de ce projet. ■ Ph. F.

L'Aisne produit...



... le centre de Grisolles  
peut enfouir ...



1,5 million d'euros  
par an d'économies seraient générées  
grâce à l'éco-centre de Grisolles

INFOGRAPHIE L'UNION

ENVIRONNEMENT

# ÇA SENT LE CONFLIT À GRISOLLES

La fermeture du centre de traitement des déchets d'Allemant n'aurait pas, ou si peu, d'incidences sur celui de Grisolles. Ce qui n'empêche pas les élus locaux de se plaindre de ses odeurs et de son état.

Le transfert de l'activité du centre d'Allemant, à l'arrêt depuis septembre, ne semble pas inquiéter outre mesure à Grisolles. Ce n'est pas à l'ordre du jour de la commission de suivi du site de traitement des déchets de Grisolles, contrairement à ce qu'on aurait pu imaginer. « Des déchets, 20 000 tonnes, provenant du Chanois partaient à Allemant. Ils sont maintenant traités dans l'Oise », indique Éric Delhaye, président de Valor'Aisne. Selon lui, seuls d'autres déchets comme du bois pourraient être transférés au centre de Grisolles. Le maire, Clément Paradowski, est d'ailleurs séreux : « Ils peuvent enfouir jusqu'à 80 000 tonnes », rappelle-t-il. Et Éric Delhaye estime entre 50 000 et 60 000 tonnes les ordures enfouies à ce jour.

**CE QUI LES INQUIÈTE LE PLUS : LES ODEURS**  
Ce qui préoccupe par-dessus tout Bruno Beauvois, le conseiller départemental, ce sont plutôt les odeurs. « On parle de nuisances olfactives et on nous dit qu'on les recouvre avec 10 cm de plastique. Comment 10 cm peuvent-ils absorber l'odeur ? » Il a annoncé son intention de déposer une motion avec sa collègue, Michèle Fuselier. C'est d'ailleurs chose faite depuis ce lundi. Ce texte dit : « Le manque de transparence et la désinformation que nous constatons sur la gestion de l'écocentre de la Tuilerie. En effet, lors du dernier comité de suivi de Grisolles, nous avons découvert

que la couverture des cellules les week-ends étaient sans effet sur les odeurs », se plaignent les deux élus du sud de l'Aisne.

Yves Levêque, le maire de Rocourt-Saint-Martin, se plaint aussi. « Je sais qu'il faut bien s'occuper des déchets », dit-il. Mais il voudrait aussi qu'on s'occupe des odeurs. Et, ironiquement, il constate que « le détecteur de Rocourt a été enlevé. Alors comme ça, on ne sent plus ». Plus sérieusement, il fait remarquer qu'« une odeur, c'est un gaz ». Ce maire redoute aussi des répercussions sur l'eau du robinet car « une membrane déchirée a été réparée et dessous, il y a la source qui alimente Rocourt mais aussi Époux-Bézu et une partie de Château-Thierry ».

Les réparations, il n'y a pas à s'en inquiéter, selon Éric Delhaye : « C'est le talus qui s'affaisse en raison d'infiltrations d'eau ». Mais Yves Levêque insiste : « Ils ont voté 330 000 € de frais de réparation pour 2016 et deux fois cette somme pour 2017. » Mais le président, lui, assure que le centre de Grisolles fait gagner de l'argent au département : « On économise au moins 1,5 million d'euros par an », assure-t-il, comparant au coût d'un traitement réalisé par une société privée. Question argent, le maire de Rocourt a, lui, carrément décidé de présenter la facture : il demande 10 000 € à l'écocentre car il voudrait, comme Époux-Bézu, Grisolles et Bonnesvalyn, percevoir une taxe, au titre de la proximité à l'écocentre. ■ LAURENCE PÉANO

TERRITOIRE

# Tout savoir sur la commune nouvelle

**LA FLAMENGRIE** Une réunion d'information a eu lieu, quant au projet de commune nouvelle avec Papeux.

Le projet de commune nouvelle entre La Flamengrie et Papeux faisant beaucoup parler, une réunion publique d'information a eu lieu lundi soir dans la salle des fêtes de La Flamengrie. Il y avait du monde.

« Cette rencontre fait suite au souhait d'une partie des conseillers municipaux d'expliquer ce qu'est une commune nouvelle », a précisé d'entrée Nicole Meurisse, maire, qui a animé cette réunion en compagnie de son collègue de Papeux, Frédéric Meura. La maire de La Flamengrie a d'abord rappelé la genèse d'un projet qui concernait à l'origine quatre communes (Fontenelle, Rocquigny, La Flamengrie et Papeux), puis trois, pour finalement se réduire, suite au refus de Rocquigny, à une union possible entre les deux dernières.

**Une commune nouvelle n'est pas une fusion mais un rapprochement de communes à l'initiative des conseillers municipaux**

Nicole Meurisse a fait part de son inquiétude face au risque que la composition des communes nouvelles soit décidée par l'État : « doit-on attendre que ce soit imposé ou alors anti-



Une nouvelle réunion publique aura lieu vendredi à 20 h en salle des fêtes de Papeux.

*ciper en décidant nous-mêmes ? »*

À la question d'un habitant qui voulait savoir quel intérêt avait La Flamengrie à s'associer à Papeux, une partie de la réponse a été apportée en chiffres. Ceux des parts communales des impôts locaux, pour démontrer que l'incidence sur les montants serait insignifiante. « Si une fusion avec La Capelle était décrétée, cette différence serait beaucoup plus importante », signale Nicole Meurisse après avoir précisé qu'une commune nouvelle n'est pas une fusion mais

un rapprochement de communes à l'initiative des conseillers municipaux, chacune conservant son nom et ses limites territoriales. Jusqu'à la fin de l'actuel mandat (en 2020), les conseillers municipaux des deux communes resteraient en place et éliraient un maire ainsi qu'un maire délégué. La question a été posée de savoir quel est l'intérêt de ce binôme, et qui serait maire ? Sur ce dernier point, les conseillers décideront. Comme ils auront à décider de l'aboutissement ou non du projet.

TRANSPORT

# RAS-LE-BOL DANS LES TER SUR LA LIGNE LAON-PARIS

**LAON** Les horaires des TER changeront le 11 décembre. Pas de quoi rassurer les usagers qui ont rencontré la SNCF et les élus de la région lundi soir. Les motifs de leur colère sont nombreux.

**L**undi, le train de 16 h 30 au départ de Paris et à destination de Laon a été annulé à la dernière minute, laissant des voyageurs abasourdis sur le quai durant près de deux heures. De quoi mettre les nerfs à vif de ceux qui se rendaient justement à une réunion d'information, organisée en soirée à la mairie de Laon, avec la SNCF et la Région. Une trentaine de voyageurs en colère ont fait le déplacement lundi soir pour dire leur ras-le-bol des retards et des irrégularités. En face, élus et direction du Réseau TER ont tenté de rassurer, sans y parvenir.

*"On a l'impression d'être pris pour des moins que rien !*

*Je réfléchis sérieusement à faire du covoiturage"*

Un usager

## LES RETARDS

Nombreux sur les lignes qui parcourent l'Aisne, les retards ont le don d'énervier les voyageurs. Les causes sont multiples : accidents de personne, pannes, alertes aux colis suspects...

En Picardie la régularité des TER est estimée à 87,9 % en moyenne. Pour la ligne Paris-Laon, ce taux redescend à 85,1 % fin octobre. « La régularité s'est beaucoup améliorée ces derniers mois », insiste pourtant Olivier Engrand, conseiller régional. Mais les usagers, eux, restent sceptiques.



Lundi soir, le train Paris-Laon est arrivé avec deux heures de retard.

Ils regrettent le manque d'informations en cas de retard, des alertes SMS erronés, le non-remboursement des billets et un service de bus, censé prendre le relais en cas d'incidents, insuffisant.

« L'autre jour, j'ai attendu 9 heures qu'un bus arrive », souffle un homme. « Nous réservons deux cars chaque soir. Mais parfois il y a plusieurs incidents en même temps », regrette Dominique Normant, directeur adjoint TER Picardie.

## 2 CHANGEMENT D'HORAIRES

Pour tenter de mettre fin à la colère des usagers face aux retards répétés, de nouveaux horaires vont aussi être mis en place dès le 11 décembre. Ils prennent en compte les travaux à venir et les ralentissements sur les lignes. Mais ces horaires décidés il y a plusieurs mois, semble prendre de court les voyageurs.

« Les associations d'usager auraient dû être consultées », s'agace un

homme, tandis qu'une femme lance aux élus : « Est-ce que l'on pourrait programmer notre vie ? Ça change tout le temps ! ». Sylvie Girard, membre de l'association ATF regrette aussi ces changements répétés. « Le train que je prends arrivera à 9 h 10 à Paris à partir de décembre. Soit 20 minutes plus tôt. Et le train du soir, repartira aussi plus tôt. Ça va être difficile de renégocier mes horaires avec mon employeur maintenant », s'énervait-elle, avant d'inter-

roger : « Ces nouveaux horaires sont-ils permanents ? » « Non, mais ils seront les mêmes au moins jusqu'à l'automne 2017 », lui assure Dominique Normant.

## 3 LES TRAVAUX

Des travaux sont prévus sur la ligne Paris-Laon en 2017, ils concernent particulièrement l'accessibilité des gares (bâtiment tous handicaps et accessibilité sensorielle). Si à Laon, ces aménagements sont terminés, ceux en gare de Soissons, Villers-Cotterêts et Crépy-en-Valois auront lieu dans les mois, voire les années à venir. Les études sont en tout cas lancées.

Sur les voles, le remplacement de traverses et de ballasts est au programme, avec aussi un remplacement d'aiguillage et le remplacement d'une partie de la voie entre Villers-Cotterêts et Vauxaillon. Ces derniers travaux entraîneront une coupure de la circulation durant trois week-ends en septembre 2017.

## 4 LA LIGNE LAON-PARIS SERA SAUVÉE

« La ligne Paris-Laon sera-t-elle supprimée en 2024 ? », a interrogé sans détour une voyageuse. Ce à quoi le directeur adjoint TER Picardie se voulant rassurant a répondu clairement : « La dernière fois que nous nous sommes vus, j'ai dit que s'il n'y avait aucuns travaux de réalisés la ligne serait fermée. Mais la volonté de la Région est de sauver cette ligne. Entre 8 et 9 000 personnes l'empruntent chaque jour. Donc il y aura des travaux à faire. » ■ VIRGINIE GUENNEC

# Félicitations et annonces pour les policiers

**LAON** Mardi matin, le préfet a mis à l'honneur des policiers, mais il n'est pas venu les mains vides. Nicolas Basselier a annoncé l'arrivée de trente fonctionnaires et ADS dans l'Aisne.

Le préfet Nicolas Basselier a, ce mardi matin, voulu mettre « une certaine solennité » en recevant dans les salons de la préfecture les fonctionnaires de police de l'Aisne qui se sont illustrés, depuis le début de l'année, dans de la résolution de nombreuses, et très variées, affaires judiciaires.

Dans un contexte difficile où les forces de l'ordre sont très sollicitées, c'était aussi l'occasion pour le préfet de leur signifier « la confiance de l'État » dans la lutte contre « toutes les formes d'insécurité », qu'il s'agisse des atteintes aux personnes et aux personnes et de la délinquance routière, avec « 30 morts de trop » sur les routes axonaises depuis le 1<sup>er</sup> janvier. « Nous avons besoin d'une police et d'une gendarmerie forte », a réaffirmé le préfet. Alors que, depuis 2 ans, « la menace terroriste pèse sur notre pays », Nicolas Basselier saluait surtout la « mobilisation exceptionnelle de nos forces de sécurité ».



Des fonctionnaires de police de Soissons félicités pour la résolution d'un homicide involontaire.

## DES AFFAIRES TRÈS DIFFÉRENTES RÉSOLUES

Ce mardi, c'est une belle vitrine des affaires élucidées par les policiers de l'Aisne, en tenue ou enquêteurs, qui était présentée au préfet lors de cette remise de lettres de félicitations, avec des faits extrêmement variés : trafics de stupéfiants avec de conséquentes saisies d'héroïne, cocaïne ou de cannabis à la clé à Château-Thierry et Soissons, violence sur une fillette de 3 ans à Saint-

Quentin, extorsion de fonds à Saint-Quentin, vols au préjudice de commerçants à Soissons et Tergnier ou vol à l'arraché à Laon, menaces répétées sur des habitants d'un quartier sensible à Château-Thierry, homicide involontaire avec délit de fuite à Soissons, meurtre à Saint-Quentin ou encore soustraction de mineure avec suspicion de départ pour la Syrie à Laon.

fort important » selon le représentant de l'État. Au plan matériel, Nicolas Basselier a aussi promis des avancées « au niveau du matériel, des véhicules », avec aussi, a assuré le préfet, une « gestion plus souple des gilets pare-balles ».

## Une enveloppe de 110 000 euros est disponible pour réaliser des travaux dans les commissariats

Une enveloppe de 110 000 euros est également disponible pour réaliser des travaux dans les commissariats axonais : « On ne pourra pas tout faire, mais cela permettra de régler des urgences. »

Le préfet a enfin souligné être « très mobilisé », avec le directeur départemental de la sécurité publique Abdelkader Haroune, sur les dossiers immobiliers, avec deux projets importants : le relogement de la direction départementale et la construction d'un nouveau commissariat à Laon. Et ce ne sera pas du luxe. ■

PHILIPPE NOBBI

### DES EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES ATTENDUS EN 2017

Il assurait encore que « le gouvernement a entendu » le message adressé par les policiers en colère, avec une annonce à la clé : l'arrivée « de trente fonctionnaires de police et adjoints de sécurité (ADS) » dans le département à partir du début d'année prochaine, un « ef-



## Et si... Juppé l'emportait !

L'éditorial  
de Sébastien Lacroix

Et si Juppé l'emportait ! Et si, au prix d'une incroyable pirouette des urnes, le héros du premier tour se retrouvait défait par l'ex-favori du premier jour. Comme les sondages connaissent quelques ratés ces temps-ci, on ne peut rien exclure.

À force de faire croire que Fillon est un ultra-libéral, ultra-réac, ultra-catholique, ultra-traditionnaliste, ultra-russophile, ce que certains commencent à gober. À force de dire que son programme nous mènera droit dans le mur quand tous les fonctionnaires auront été envoyés à Pôle emploi. À force de publier ses bulletins de notes catastrophiques au lycée, et de rappeler que tout le monde l'a pris pour un imbécile pendant des années, Fillon risque le retournement de tendance. Et Juppé peut encore espérer gagner. Après tout, les électeurs du premier tour peuvent changer d'avis. D'ailleurs, ces temps-ci, les électeurs adorent faire exactement

le contraire de ce que les sondages prévoient. Ils se concertent sur Twitter, se réunissent en cachette dans des bars louches, s'envoient des SMS et décident au dernier moment du meilleur moyen de rouler dans la farine les sondages. L'électeur est devenu espiègle, facétieux. Il ricane dans l'isolement et contemple, satisfait, les mines déconfites le soir à la télé. De

San Francisco à Porto-Vecchio en passant par Édimbourg il joue avec les nerfs de ceux qui voudraient tant qu'il fasse comme on lui dit. Que voulez-vous, l'électeur n'est plus fiable, la démocratie prend l'eau. Trump, le Brexit, Fillon. Et pourquoi pas Hollande demain, tant qu'on y est ? Donc, si rien ne se passe comme prévu, Alain Juppé triomphera et l'électeur rigolera. Car, de toute façon, entre Fillon et Juppé, c'est blanc-bonnet et bonnet-blanc. Et, au bout du compte, les seuls qui feront vraiment la grimace, ce sont tous les élus qui auront rallié Fillon et se retrouveront, in fine, à devoir faire des courbettes à NKM et Copé.

Ces temps-ci, l'électeur n'en fait qu'à sa tête. Trump, Brexit, Fillon. Et pourquoi pas Hollande !

### Le dessin de Chaunu





# LA RELIGION CATHOLIQUE S'INVITE DANS LA PRIMAIRE

Avortement, référence au pape, famille... Dans une France où le débat était jusqu'ici dominé par la référence à la laïcité, le catholicisme s'est invité dans la campagne de la primaire de la droite.

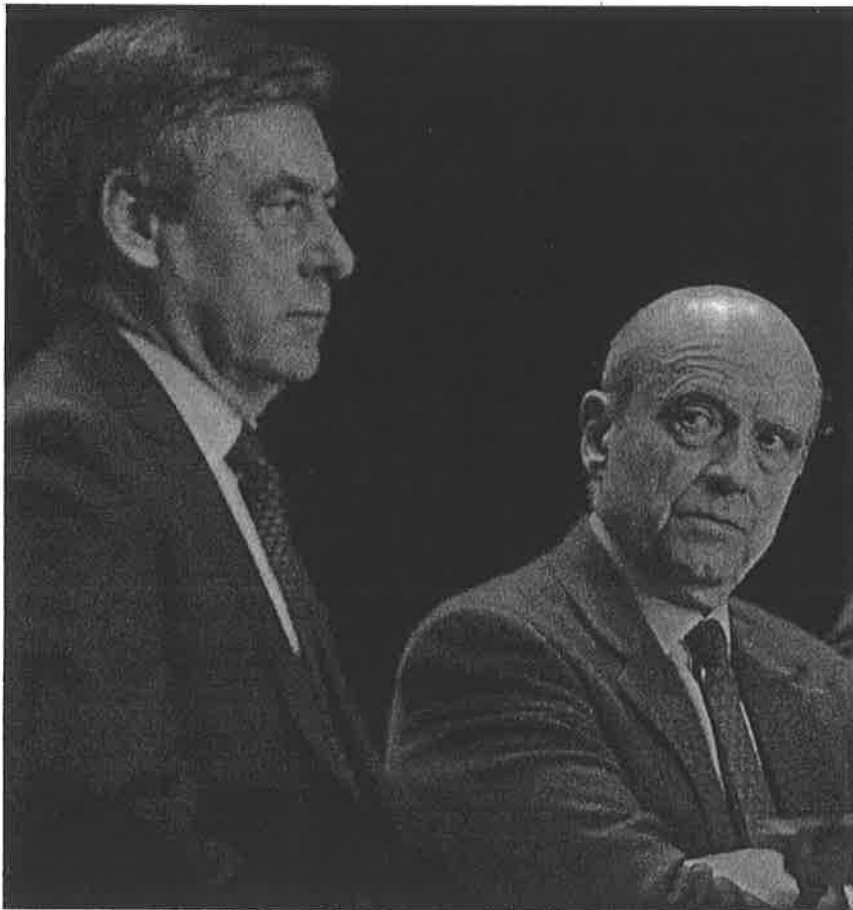
**L**a nette avance au premier tour (44,1% des voix contre 28,5%) de François Fillon sur Alain Juppé interroge sur le poids des réseaux catholiques les plus engagés, notamment ceux de Sens commun, vitrine politique du mouvement anti-mariage homosexuel, rattachée à l'exécutif de la Sarthe. Et elle a poussé le second à sortir du bois sur le terrain religieux et sociétal.

Hier, le maire de Bordeaux, qui se dit « catholique agnostique », s'en est pris à « la vision extrêmement traditionaliste » de son adversaire sur le « rôle des femmes », la « famille », le « mariage » et « l'avortement » (lire ci-dessous). « Je dis à mes coreligionnaires catholiques que moi, je suis plus proche de la parole du pape François que de La Manif pour tous ! », a lancé Alain Juppé.

**« Je rêve ou c'est la première fois que l'on voit des candidats à une primaire s'attaquer à coup de paroles du pape ? »** Le prêtre Cédric Burgun

« Caricature », a rétorqué François Fillon, catholique pratiquant : « Je ne suis pas sûr qu'il ait totalement écouté et lu le pape François, parce que sur la plupart des sujets sur lesquels Alain Juppé semble vouloir me contester, le pape François dit la même chose que moi. »

La passe d'armes a surpris, jusque dans les rangs catholiques. « Je rêve ou c'est la première fois que l'on voit des candidats à une primaire s'attaquer à coup de paroles du pape ? », a tweeté le prêtre Cédric Burgun. Mais pour Jérôme Fourquet, de l'Ifop, « nous ne sommes pas sur une présidentielle mais sur une primaire à droite, qui parle à un segment particulier où les catholiques pratiquants ne sont pas aussi minoritaires, pesant environ 15% contre 10% dans la population. « Ces électeurs sont nettement moins abstentionnistes que la moyenne, leur poids s'en trouve donc rehaussé », explique le politologue. Alors que les finalistes de la primaire affichent tous deux un programme libéral – avec des nuances – en économie, le domaine sociétal nourri de références religieuses constitue « un bon terrain pour se différencier ».



Il faut que François Fillon « clarifie » sa position sur l'avortement : Alain Juppé l'avait demandé lundi soir, il l'a répété hier. Archives AFP

La question catholique renvoie à « une mémoire chrétienne du pays, un antilibéralisme culturel, un vote plus marqué à droite : on comprend pourquoi les acteurs politiques du moment

utilisent ce référentiel dans leurs discours », relève le sociologue Philippe Portier. Pour lui, une moitié de la France « n'a pas oublié qu'elle était catholique », même sans aller à la messe

chaque dimanche.

François Fillon peut-il donc devenir « une sorte de Tariq Ramadan des socialistes », héraut d'un « catholicisme politique, activiste et agressif »,

## JUPPÉ ET FILLON S'ÉCHARPENT SUR L'AVORTEMENT

Alain Juppé a appelé hier François Fillon à « clarifier » sa position sur l'avortement. En cause, une sortie du favori des sondages qui avait expliqué en juin que « philosophiquement et compte tenu de (sa) foi personnelle », il ne pouvait pas « approuver l'avortement ». Interrogé sur le sujet fin octobre, il distinguait toutefois ses « convictions et l'intérêt général ». « Jamais personne et certainement pas moi ne reviendra sur

l'avortement », tranchait Fillon. En déplacement à Viry-Châtillon (Essonne), François Fillon a vigoureusement réagi : « Jamais je n'aurais pu penser que mon ami Alain Juppé tombe aussi bas ! » « Est-ce qu'une seule fois j'ai pris une position contraire à l'avortement ? (...) Que la campagne reprenne sa dignité et qu'on cesse les polémiques qui sont inqualifiables et qui, franchement, abaissent le niveau », a répliqué M. Fillon.

### BAYROU ET LA "BRUTALITÉ" DU PROJET DE FILLON

François Bayrou tente de peser sur le second tour de la primaire à droite et n'exclut pas de défendre son propre projet en cas de défaite d'Alain Juppé dimanche. « Ce qui me frappe, c'est la brutalité du programme de François Fillon. Et je ne crois pas que la France ait besoin de brutalité », a-t-il déclaré hier. Le président du MoDem, qui avait averti dès l'été qu'il se présenterait à la présidentielle en cas de victoire de Nicolas Sarkozy, n'a pas précisé ses intentions si François Fillon était élu pour représenter la droite et le centre en 2017.

comme l'a prophétisé le directeur de Libération Laurent Joffrin, en référence à l'islamologue considéré proche de l'islam politique des Frères musulmans ?

### POISSON SE RALLIE À FILLON AU NOM DE "LA POLITIQUE FAMILIALE"

« Il n'y a pas de catholicisme politique en France, il n'y en aura jamais », corrige Jean-Pierre Denis, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire *La Vie*. Selon lui, « le catholicisme identitaire », « d'extrême droite », « n'a qu'un impact très limité sur l'opinion publique des catholiques », comme le démontre le maigre score à la primaire (1,5%) de Jean-Frédéric Poisson, qui « a essayé de s'appuyer sur ces réseaux ». Le président du Parti chrétien-démocrate (PCD) a logiquement apporté son soutien hier à François Fillon, au nom de « la politique familiale et de l'accueil de la vie ».

Le spécialiste du catholicisme Yann Raison du Cleuziou estime, lui, qu'un groupe plus large a pesé en faveur du vote Fillon : celui des « catholiques observants », « noyau dur de *La Manif pour tous* », une « bourgeoisie classique qui affiche une certaine focalisation sur la morale sexuelle et est libérale économiquement parlant ». « Ce ne sont pas des extrémistes. Ils ont retrouvé une incarnation d'eux-mêmes en François Fillon, fidèle de l'abbaye de Solesmes, père de cinq enfants, marié de longue date à la même femme », selon ce spécialiste. Un « catholique rassurant » moins cliquant, dans le ton et la personnalité, que Nicolas Sarkozy, dont l'invocation régulière des « racines chrétiennes de la France » n'a pas suffi à le qualifier. ■